

Vivre et travailler au pays

L'heure est aux luttes régionales pour l'emploi

Pour une alternative autogestionnaire

par Huguette Bouchardeau

NOUVEAU journal, nouveau langage ? Arriverons-nous à transformer notre manière à nous de faire de la politique ? Notre congrès a dit notre volonté commune sur ce point. Et ce nouveau T.S. pourrait en être l'occasion. Car une organisation autogestionnaire devrait avoir d'autres formes d'expression que les classiques journaux d'organisations politiques. Une chance nous est donnée avec ce « quatre pages » : il a pour but notre information réciproque. Des textes courts indiquant les prises de position nationales du P.S.U. Et, plus nombreuses encore, nous l'espérons, les informations sur ce qui se passe dans le parti, sur ce qui compte dans chaque région, dans chaque localité, et dans les actions où chaque groupe de base se trouve engagé.

Dans nos discussions préparatoires au congrès de Saint-Etienne, nous avons souligné la nécessité de multiplier les relations directes des sections et des fédérations entre elles. De plus en plus nombreux aussi nous ressentons la nécessité de créer ou de développer des journaux d'expression locale ; si faibles soient leurs moyens, ils traduisent les aspirations à travailler ensemble de groupes qui se rencontrent quotidiennement sur le terrain. La convergence autogestionnaire trouve dans ces journaux locaux, pour le moment, son mode d'expression privilégié. Nous essaierons, dans ce nouveau T.S., de donner aussi un écho à ces publications. C'est en ce sens que nous voulons en faire un « outil ». Pour le P.S.U. : outil privilégié pour la diffusion des thèmes de travail et des propositions du parti, outil parmi d'autres pour la constitution d'une force autogestionnaire.

Seulement, pour faire exister cette force-là, il ne nous suffira pas de bonnes formules d'organisation. Nous devons être capables de proposer un projet et des alternatives. La Direction politique du parti s'est réunie ce week-end. Elle a précisé le contenu des campagnes que nous avons décidées au congrès. Et dans un sens politique clair : il ne suffit pas, sur un certain nombre de points, de lancer des mots d'ordre revendicatifs, ou de nous retrouver avec d'autres sur ces mots d'ordre. Encore faut-il, chaque fois, que nous montrions qu'une autre politique est possible. A Denain, à Longwy, à Saint-Etienne, nous devons être, et nous sommes déjà, bien sûr, de ceux qui se battent pour vivre au pays. Mais nous devons étudier ensemble les alternatives qui rendraient cette vie au pays possible.

Giscard et la bourgeoisie ont mis en place un plan de liquidation. Nous devons, nous pouvons répondre par un contre-plan qui ne se contente pas des solutions anciennes en se crispant sur le nationalisme, qui ne s'incline pas non plus devant les exigences d'Eurofer et les choix des multinationales, mais qui propose une autre orientation de la production et un autre mode de répartition du travail. Laisserons-nous toujours les travailleurs s'exténuer dans le travail posté, les femmes cumuler la double journée, alors que la diminution de la semaine de travail permettrait de répartir des emplois pour tous et toutes ? Et si certains marchés sont saturés, peut-on dire que l'on produit suffisamment de biens socialement utiles quand le tiers-monde souffre cruellement de manque d'équipements, quand la seule industrie de fabrication et de pose des matériaux isolants permettrait — outre les économies d'énergie — de créer plus de 100 000 emplois ?

Une des tâches du parti, dans les mois qui viennent, devrait être de réaliser les conditions d'élaboration collective, région par région, de ces alternatives pour « vivre autrement »... Que le nouveau T.S. devienne le meilleur outil pour ce travail collectif à venir !

Les conséquences dramatiques du chômage éclatent aujourd'hui dans toute leur ampleur. Ce ne sont plus seulement des entreprises moyennes qui sont touchées, mais des secteurs industriels entiers, comme la sidérurgie, le textile, les chantiers navals.

Par voie de conséquence, des régions entières, dont ces secteurs constituent les pôles principaux d'activité, se trouvent dans des situations catastrophiques.

Cette situation résulte de la mutation actuelle du capitalisme. Mais elle est également la conséquence d'une offensive délibérée du pouvoir contre les travailleurs depuis la défaite électorale de la gauche en mars dernier.

En dépit des divisions politiques et syndicales, les travailleurs s'engagent aujourd'hui, notamment en Lorraine, massivement dans la lutte.

La résistance ouvrière se manifeste par des actions directes sous des formes imaginatives qui tendent à associer l'ensemble de la population à la lutte et qui s'attaquent, entre autres, au rôle de l'Etat dans la restructuration.

La Direction politique du

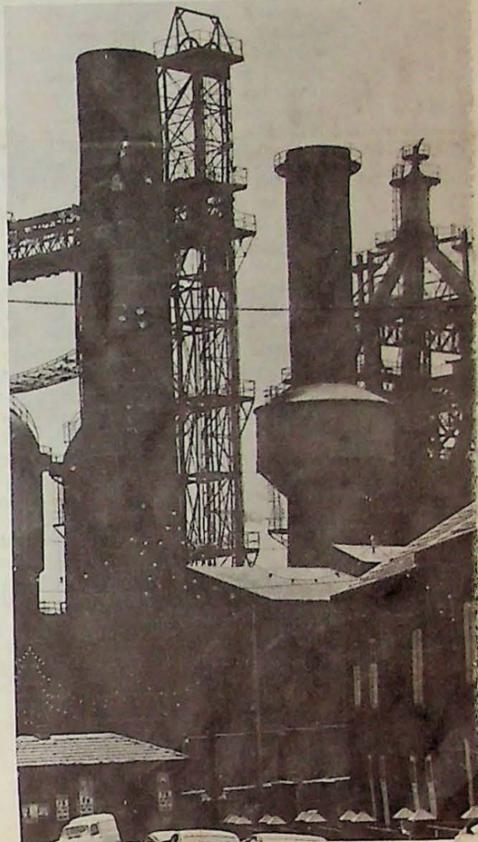
P.S.U. apporte son soutien actif aux actions de masse engagées. Elle appelle tous ses militants à y participer, à favoriser leur popularisation et leur coordination.

Ces luttes pour la défense de l'emploi au pays sont significatives à plusieurs titres. Elles préfigurent la façon dont pourraient s'engager d'autres actions régionales.

Elles expriment à la fois un refus collectif de la restructuration capitaliste et la volonté de peser sur les choix qui les concernent.

Le P.S.U. estime qu'il est possible et nécessaire aujourd'hui de lutter pour le maintien de l'emploi au pays et de dégager des solutions alternatives sur une autre politique industrielle. En Lorraine cela passe notamment par le maintien d'une industrie sidérurgique de toute façon indispensable ainsi que par une diversification industrielle orientée vers un autre type de développement.

Le P.S.U. fera tout pour que l'unité des travailleurs se réalise dans la lutte. Il estime qu'aujourd'hui il s'agit de coordonner les luttes des travailleurs des différentes régions et non pas



de les opposer. De la même manière, il est erroné d'opposer les travailleurs sidérurgistes français à leurs camarades belges, luxembourgeois ou allemands, qui sont confrontés aux mêmes problèmes d'emploi et de durée du travail face à la restructuration capitaliste.

Au contraire, il faut favoriser les luttes et les recherches communes. Le P.S.U., pour sa part, entend s'y efforcer. Il organisera notamment à Longwy les 16 et 17 février prochains, une rencontre et un meeting sur la sidérurgie avec la participation de syndicalistes européens.

A cette occasion, le P.S.U. popularisera les initiatives et les propositions de ses militants lorrains.

La direction politique
du P.S.U.

3-4 février 1979

les travaux de la Direction politique du P.S.U.

La Direction politique du P.S.U. s'est réunie les 3 et 4 février à Paris. L'essentiel de son travail, dont on trouvera le compte rendu dans ce numéro, a été consacré à l'organisation des campagnes d'action décidées par le Congrès de Saint-Etienne. Des débats en commission, il ressort la volonté d'engager le parti dans un effort de longue durée, à partir des réalités — régionales notamment —, sur la base d'enquêtes et d'analyses approfondies.

Il s'agit, au travers de ces campagnes, de donner corps au projet politique du P.S.U., dans les domaines suivants :

- **Emploi (P.1-2)**
- **Libertés (P.2)**
- **Nucléaire (P.2)**
- **Transports et Sécurité sociale (P.3)**
- **Elections cantonales (P.4)**

le droit à l'emploi

Le P.S.U. propose une action d'ensemble qui s'appuie à la fois sur une analyse globale de la crise et sur celle des réalités régionales.

Le Congrès de Saint-Etienne a décidé une campagne pour l'emploi, il est donc utile de se reporter au texte du Congrès (T.S. n° 810). La Commission Emploi en a précisé les deux axes essentiels :

● à la fois une campagne d'ensemble homogène qui s'appuie sur une analyse globale de la crise économique, politique et idéologique, et qui met en avant un autre modèle de développement non productiviste.

● à la fois une campagne qui part et s'appuie sur les réalités sociales et économiques régionales :

— à partir d'analyses, d'enquêtes, de dossiers faisant ressortir les problèmes réels d'emploi, les secteurs menacés et les catégories plus durement touchées ;

— permettant les interventions non seulement après les licenciements ou les menaces de chômage, mais bien avant les situations irréversibles.

Cette pratique de contrôle, des livres de compte, de l'évolution de la production et des choix envisagés par les directions permet donc de peser pour le rapport de forces pour imposer la volonté des travailleurs concernés.

L'enquête régionale a aussi pour but de dégager un contenu concret aux propositions alternatives du parti adaptées à la région et prenant en compte les aspects de la production mais aussi ceux de la crise hors de l'entreprise, dont certains sont de plus en plus contestés.

Les alternatives régionales doivent intégrer :

— la réduction massive du temps de travail et le partage du travail de tous et toutes ;

— la création d'emplois utiles par des plans de reconversion industrielle régionaux discutés avec les travailleurs, les habitants et les organisations populaires ;

— la possibilité réelle de travailler et vivre au pays en mettant en valeur les

possibilités réelles de la région.

La dimension politique et idéologique

Cette longue campagne du P.S.U. pour l'emploi devra dégager et préciser les significations politiques et idéologiques des problèmes soulevés et des objectifs avancés par le parti :

● les 35 heures pour créer des emplois et commencer à vivre autrement ;

● le refus des heures supplémentaires afin de partager le travail entre tous et toutes ;

● la 5^e équipe pour le travail posté pour contester le travail de nuit et diminuer ses effets néfastes pour la santé et la vie sociale ;

● Titularisation des hors statuts et vacataires, parité des statuts entre titulaires et intérimaires pour refuser la division de la classe ouvrière ;

● Le droit au travail pour tous et toutes pour s'opposer à toute discrimination à l'égard des catégories les premières touchées : les femmes, les immigrés, les jeunes.

● Travailler et vivre au pays, qui nécessite un autre type de développement et d'autres productions de nouvelles sources d'énergie et des équipements au niveau régional.

Le parti publiera des brochures qui vulgariseront nos propositions globales tenues dans l'Utopie Réaliste et le programme « Vivre, Travailler, Produire autrement » du parti ; ces propositions seront précisées et complétées au niveau régional.

Développer l'action de masse

Le P.S.U. entend développer et soutenir la mobilisation populaire pour l'emploi. Il sera partie prenante des initiatives unitaires qui contestent les choix du pouvoir.

A partir des réalités, le P.S.U. propose au niveau local la création de comités

de lutte pour l'emploi rassemblant les organisations syndicales, populaires et politiques, ouverts à tous les travailleurs, aux immigrés, aux chômeurs, mais aussi aux femmes qui souhaitent travailler.

Là où les problèmes se posent, le P.S.U. proposera des objectifs et des moyens de lutte aux autres organisations pour développer les actions de masse particulièrement nécessaires pour imposer l'emploi sur place pour tous et toutes.

Le P.S.U. fera connaître largement ses analyses, ces propositions alternatives qui s'insèrent dans une autre

politique globale au niveau de la production, de la consommation et du type de développement non productiviste.

Pour faciliter la campagne au niveau régional et y donner sa dimension d'ensemble, le bureau politique donnera les indications précises concernant l'enquête.

Ces documents contiendront :

- le texte du Congrès ;
- le rapport de la Commission de la D.P. ;
- des précisions politiques et techniques pour la campagne ;
- des exemples d'utilisation déjà réalisés. ■

FEMMES : une victoire rétro

S'il fallait qualifier les décisions du dernier conseil des ministres sur « les droits des femmes » (mercredi 31 janvier) et leur accès aux postes de responsabilité, je dirais volontiers que les féministes de 1910 ou 1920 sont en train de gagner. Qu'avec soixante à soixante-dix ans de retard, on reconnaît enfin que nous devons jouer un rôle dans la vie publique.

Pourtant ces faveurs faites aux femmes prennent aujourd'hui l'allure de compensations. Nous nous réjouissons, bien sûr, que l'on songe à augmenter les promotions féminines dans les conseils municipaux et aux postes de direction de l'administration centrale. Mais ces mesures ne seraient-elles pas destinées à masquer la réalité qui est celle de la plupart des femmes ? Et cette réalité c'est celle du chômage, et des menaces sur l'emploi. Car si, aujourd'hui, un travailleur sur trois est une travailleuse, deux chômeurs sur trois sont des chômeuses. Bien sûr, on n'en est pas encore à interdire, comme on le fit au moment de la crise de 1936 dans un certain nombre de pays, le travail des femmes mariées. Mais on s'acharne de toute part à dissuader les femmes de réclamer leur droit à l'emploi. Et patronat et épiscopat français tiennent sur ce point-là le même type de discours. Psychologues et démographes s'acharnent à culpabiliser les femmes en insistant sur la présence indispensable de la mère auprès du jeune enfant. Et les mesures de dissuasion à l'égard du travail des femmes se multiplient : congés de deux ans après la naissance, propositions de temps partiel, congés du mercredi, etc.

On évite ainsi d'aborder les vrais problèmes : celui d'une réduction du temps de travail pour tous et toutes qui permettrait aux hommes et aux femmes de partager les tâches ménagères et les soins aux enfants ; la création d'équipements collectifs pour l'enfance et la vie quotidienne.

Ce sont ces problèmes-là qu'il faudrait affronter aujourd'hui si l'on voulait que la majorité des femmes se sente concernée. H. B. ■

quelle stratégie antinucléaire ?

Il faut relancer la lutte antinucléaire au moment où l'opposition au projet gouvernemental devient plus crédible.

Le gouvernement français pense aujourd'hui avoir surmonté les oppositions à la mise en œuvre de son programme nucléaire. Avant les élections de mars 1978, le pouvoir semblait encore tenir compte des oppositions locales qu'il rencontrait sur les sites. Aujourd'hui, il ne s'embarrasse plus ni de ces oppositions, ni même de ses propres règles administratives, et montre sa ferme détermination de réaliser tout son programme.

Au moment où les Etats-Unis abandonnent le développement du nucléaire sur leur territoire, en France le gouvernement s'accroche à une politique énergétique à laquelle il a associé une importante restructuration industrielle. Cependant, contrairement aux affirmations officielles, le tout nucléaire est un choix qui va à l'encontre de la réduction du chômage, puisqu'un programme d'énergies alternatives et d'économies d'énergie serait beaucoup plus créateur d'emplois.

En outre, les incertitudes concernant le retraitement et le surgénérateur ne permettent plus d'affirmer que les centrales mises en chantier aujourd'hui trouveront encore du combustible pour les alimenter dans les vingt années à venir, mais cela n'empêche pas le gouvernement de persévérer.

De nouvelles propositions

Il apparaît donc nécessaire de faire de nouvelles propositions pour relancer la lutte antinucléaire à un moment où l'opposition au projet du gouvernement devient plus crédible.

Outre les propositions immédiates énumérées à la fin de ce texte, le parti annonce la tenue d'un week-end de secteur sur le thème :

« Quelle stratégie antinucléaire ? ». Celui-ci se déroulera en avril et traitera des points suivants :

Où en est le mouvement antinucléaire, le P.S.U., les autres ? Analyse de la situation politique et économique sur le thème « Restructuration et nucléaire » ; nucléaire et emploi ; mouvements nationalitaires et nucléaires ; quelle stratégie ? Référendum, levée du secret, moratoire, actions sur les sites, campagnes locales, régionales ou nationales ; quelles actions unitaires ? (Pour traiter de ce point, les fédérations rechercheront — sous leur responsabilité politique — les contributions extérieures au parti, répondant au thème « Quelle stratégie ? »).

Dans l'immédiat, la Direction politique engage le parti dans quatre types d'actions : poursuivre la réflexion sur les alternatives énergétiques (projet Alter, GSIEN) afin d'affiner des propositions pour aujourd'hui. Opération paiement des factures d'électricité par chèques multiples. Elaboration de plans Orsec-Rad populaires locaux. Relancer les campagnes locales en y incluant les élus. En ce qui concerne les trois derniers points, des documents seront édités pour plus de précisions.

Pour toutes ces propositions immédiates, la D.P. prendra contact avec les organisations (écologistes, partis, syndicats, consommateurs) afin de mener des campagnes communes. Toutefois, elle s'engage à mener toutes ces actions, en tout état de cause, même si aucun accord n'a pu être obtenu. C'est dans cet esprit que le P.S.U. apportera tout son soutien à la rencontre organisée les 12 et 13 mai par la Convergence pour l'autogestion et consacrée aux problèmes de la lutte contre le nucléaire civil et militaire. ■

4 MARS : CONFERENCE NATIONALE SUR L'EUROPE

Un PSU-Information a été tiré avec un texte du bureau national sur la stratégie européenne, base de départ de la discussion. Ce texte, déjà distribué à tous les membres de la Direction politique dimanche 4 février, est accompagné de quatre textes soumis au vote du congrès, en particulier ceux portant sur la tactique électorale. Si vous ne l'avez déjà reçu, vous le recevrez sous peu.

Rappelons que les camarades doivent envoyer pour le mardi 13 février, dernier délai, 9, rue Borromée, leurs contributions sur le sujet, de façon à permettre un deuxième renvoi aux fédérations

et sections des textes avant la conférence du dimanche 4 mars.

Ce deuxième envoi sera accompagné d'une position du bureau national sur le problème de l'élection du 10 juin.

Les problèmes à traiter portent sur les aspects suivants : analyse de la situation internationale et européenne ; quelle stratégie pour le P.S.U. ? Principes et orientations générales ; analyse des positions du P.C., du P.S., de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ; le problème de l'élargissement ; quelle attitude face à l'élection du 10 juin ? ■

un colloque sur l'Etat et les libertés

Un peu partout dans le monde, les libertés sont bafouées. Le P.S.U. entend mener l'indispensable combat pour les défendre et les élargir.

Au moment où l'offensive contre les libertés individuelles et publiques se renforce et se développe partout dans le monde, aussi bien dans les pays à dénomination socialiste que dans la zone concernée par les élections au Parlement européen, la lutte pour la dé-

fense et l'extension des libertés revêt un caractère urgent.

Il est depuis toujours dans la tradition du P.S.U. de mener cet indispensable combat. Il appelle aujourd'hui l'ensemble de la gauche à mener une campagne de grande ampleur à la fois

pour la défense des libertés existantes,

● contre les atteintes aux droits constitutionnels des citoyens et aux garanties existantes de ces droits ;

● pour la reconnaissance du droit à la différence qu'imposent aujourd'hui les luttes menées dans les contextes les plus divers par les femmes, pour l'indépendance de la presse et le droit à l'information, pour les droits des militaires dans l'armée, des jeunes, des minorités qu'elles soient.

● contre la création de « l'espace judiciaire européen » et pour la défense des victimes de la répression dans les pays qui y figureraient.

Pour mener cette campagne, une clarification théorique et une information plus vaste sont tout aussi indispensables qu'une large unité des forces concernées.

C'est pourquoi la direction politique du P.S.U. appelle à la tenue d'un colloque sur « l'Etat et les libertés » permettant d'appro-

fondir la réflexion sur ces thèmes et de confronter les pratiques et les perspectives du combat pour la défense et l'extension des libertés, et la reconnaissance du droit à la différence tant dans les « démocraties occidentales » que dans les pays à régime autoritaire de l'Est ou du tiers-monde.

Ce colloque, à la fois temps fort de la campagne engagée par le P.S.U. et premier moment d'une recherche de fond commune aux forces autogestionnaires, devrait par ailleurs stimuler la réflexion à plus long terme sur l'autogestion, la transition et les libertés. ■

COMITE DE SOLDATS : JEAN BERARD INCULPE

Notre camarade Jean Bérard, conseiller municipal de Chambéry, vient d'être inculpé par le juge d'instruction du tribunal de Chambéry, d'incitation des militaires à la désobéissance et de « diffamation » à l'égard du chef de l'unité militaire en question.

Jean Bérard, faisant son travail de militant, avait diffusé un appel fort modéré du comité de soldats de sa région, réclamant un certain nombre des droits élémentaires pour les soldats.

Il va sans dire que l'inculpation est sans fonde-

ment juridique et nous le démontrerons au cours de l'instruction. Le P.S.U. tout entier se déclare solidaire de notre camarade et fera le nécessaire pour que cette solidarité s'exprime activement.

C'est le moment qu'a choisi Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Savoie, qui se présente par ailleurs en tant que juriste comme défenseur de la liberté d'expression, pour condamner dans sa gazette locale les comités de soldats et dénoncer « les élus irresponsables » qui soutiennent ces activités. Cette déclaration scandaleuse ne fait qu'encourager la répression gouvernementale et provoque l'indignation générale, y compris parmi les cama-

rades socialistes de la Savoie.

Le P.S.U. affirme hautement que ses élus, tous ses élus, ont soutenu, soutiennent et soutiendront activement l'aspiration des travailleurs en uniforme à jouir de tous les droits constitutionnels et qu'aucune tentative de répression ne saurait les en détourner. ■

POUR LA DEFENSE DES REFUGIES BASQUES

La direction politique du P.S.U., réunie les 3 et 4 février 1979 à Paris, constatant que le gouvernement français a remis sept militants de la cause basque aux autorités espagnoles, alors que

ceux-ci n'avaient commis aucun délit sur le territoire national,

● dénonce cette décision gouvernementale aussi indigne que contraire aux lois et traditions républicaines en matière d'asile politique ;

● s'élève contre les mesures arbitraires d'assignation à résidence qui frappent un certain nombre de militants basques ;

● exige du gouvernement que le droit d'asile soit accordé à tous ceux qui peuvent y prétendre pour des raisons politiques et demande que les Basques conservent le droit de vivre dans leur pays tant au nord qu'au sud de la Bidassoa. ■

GERMINAL n° 15 est paru Un dossier L'EUROPE

Germinal, publication de la commission nationale agricole du P.S.U.

Commandes : Germinal, 57, boulevard de la Motte 21800 Quetigny.

Le n° 1,50 F (pour commandes groupées) ; commandes individuelles : le n° 2,50 F.

Deux campagnes du P.S.U. contre l'abandon du service public

La politique actuelle du pouvoir tend à la privatisation d'une partie très importante du secteur public. La perspective de fermetures de lignes S.N.C.F., l'abandon de l'unicité des tarifs (électricité), le passage des services sociaux sous le contrôle de mutuelles privées : autant d'éléments qui tendent soit à casser directement les services publics en les transférant au secteur privé, soit à les rentabiliser en abandonnant l'idée de service à la population. La riposte à ce plan d'envergure ne sera efficace qu'en mobilisant directement les travailleurs et la population. Pour le P.S.U., c'est par des actions de contrôle populaire et de contrôle des travailleurs que les

luttés peuvent être menées et les réponses dégagées :

- mobilisation directe des travailleurs qui, avec l'aide des organisations syndicales, dirigent eux-mêmes leurs luttes en s'opposant aux plans gouvernementaux et patronaux ;
- mobilisation des usagers et de la population qui participent directement à la riposte en liaison avec les luttes des travailleurs.

Dans ce sens, le P.S.U. propose deux axes principaux de mobilisation, deux grandes campagnes d'action : l'une portant sur les transports, l'autre sur la Sécurité sociale. □

TRANSPORTS : Empêcher le démantèlement de la S.N.C.F.

La dimension de l'attaque qui se prépare contre la S.N.C.F. (voir Tribune Socialiste n° 812) est telle que c'est sur le problème des transports que peut s'engager la campagne « services publics » prévue par le Congrès.

La nature même des transports, et les problèmes soulevés par la politique gouvernementale qui se prépare, en fait un excellent point de jonction entre les thèmes sur lesquels nous voulons agir :

- emploi et conditions de travail ;
- conditions de vie quotidienne ;
- contrôle populaire sur les services publics ;
- mode de développement (liaison économie-écologie) ;
- problèmes régionaux, etc.

La campagne que nous devons mener doit donc prendre en charge toute cette dimension, en ayant à la fois un caractère général, et des aspects plus localisés (transports urbains-transports ruraux, adaptation aux particularismes régionaux, etc.).

Elle doit, en outre, se situer à un double niveau (dans le temps) :

- d'une part, contribuer à organiser la lutte contre toute tentative de démantèlement actuelle ;
- d'autre part, assurer l'information et rechercher le débat public sur l'avenir du système de transport en France, pendant toute cette période 1979-1982 que le gouvernement conçoit comme une période de transition vers un réseau squelettique et des entreprises éclatées (plus ou moins privatisées). Ouvrir au contraire la perspective d'un autre type de développement des transports (rapport rail-route par exemple, intégration au service public des entreprises de transport privées, réouverture des voies S.N.C.F. péri-urbaines, etc.).

Dans cette perspective, trois objectifs doivent être poursuivis :

- 1) **Les contacts avec les organisations syndicales des transports (essayer d'y inclure en particulier des routiers), les partis de gauche, les organisations de consommateurs, écologistes, etc.** Pour proposer, à chaque niveau (ville, canton, département, région) des plans concertés de riposte aux manœuvres du gouvernement et de la S.N.C.F. Et proposer la mise sur pied de Comités d'action pour les transports publics qui coordonneraient l'action, les contacts avec les collectivités locales, l'établissement de dossiers, la diffusion de l'information (par et sur les coûts sociaux comparés des divers modes de transports), l'organisation d'enquêtes et de consultations populaires.

En même temps, ces comités devraient se proposer certaines tâches de contrôle. Par exemple : sur les prix, type de transports, parcours horaires, gratuité pour les chômeurs, etc.

Les élus locaux peuvent également jouer un rôle important, comme l'ont montrées certaines actions.

La même démarche est entreprise au niveau national. Mais il est inutile d'en attendre les résultats pour la mettre en œuvre au niveau local.

2) **Les mois écoulés ont vu renaître l'action des usagers, parfois en liaison avec des cheminots. Il est très important de poursuivre dans la même voie :** que les sections P.S.U. participent à l'action des comités existants, ou qu'elles contribuent à en créer là où il n'en existe pas ; et dans tous les cas, que les démarches précédentes réussissent ou pas, à s'efforcer de les maintenir en contact avec les travailleurs des transports. Le parti va proposer ultérieurement un certain nombre de mots d'ordre et surtout des formes d'action.

A ce sujet, il est très important que fédérations et sections informent le Bureau politique sur la situation dans leur secteur : existe-t-il des groupements d'usagers ? Sous quelle forme ? Qui les anime ? Rôle des municipalités à leur égard ? Quelles actions ont-ils déjà lancés ?

En même temps, le développement d'une liaison usagers-travailleurs des transports serait certainement gran-

dement impulsée par la mise en œuvre des formes d'actions qui tiennent compte de cette nécessaire solidarité : évolution des formes de grève, par exemple les transports gratuits (plutôt que de bloquer les trains), initiatives communes usagers-travailleurs, etc... De telles décisions, pour avoir un sens, ne peuvent cependant être prises que dans le respect de la démocratie syndicale, c'est-à-dire avec le soutien des secteurs décisifs du mouvement ouvrier. C'est d'ailleurs cette liaison qui permettrait de répondre efficacement aux arguments diffusés dans le public et qui, en période de chômage, tendent à présenter les fonctionnaires comme des privilégiés que les autres travailleurs (du privé) ne pourraient soutenir.

3) **Parallèlement, le Parti doit lancer une campagne de sensibilisation avec ses moyens propres, débouchant sur les problèmes du contrôle et de la liaison cheminots-usagers :**

● Dès maintenant est prévu un autocollant de sensibilisation à utili-

ser plus particulièrement dans les trains. Il sera disponible dans une dizaine de jours.

● Une affiche nationale est en préparation. Elle devra être utilisée en même temps que des affiches régionales que vous devez commencer à prévoir dès maintenant en insistant sur des questions plus particulièrement brûlantes localement.

● Il est envisagé actuellement de sortir une brochure de 16 pages type vivre, produire, travailler autrement à diffuser auprès des cheminots ainsi que pour des ventes militantes auprès des usagers (gares).

● Enfin, la réunion régionale sur l'emploi prévue par ailleurs devra, dans toute la mesure du possible, intégrer le problème.

D'autres initiatives vont être discutées, notamment lors d'une réunion de la branche transports qui se tiendra le samedi 10 mars, rue Borromée. D'ici là ne manquez pas de nous informer sur ce qui existe et que vous prévoyez. ■

SÉCURITÉ SOCIALE : Reconquérir les droits des assurés

Le C.N.P.F. et le gouvernement viennent d'actualiser leur attaque contre la Sécurité sociale, qui avait pour but et finalité de participer à la redistribution du revenu national, de couvrir les risques maladie, vieillesse et de famille, de verser un revenu de substitution à tous ceux dont le revenu était diminué par une cause quelconque, y compris les causes économiques.

Au nom de la compétitivité et des contraintes économiques, les trois régimes sont remis en cause. Le prétexte popularisé est le déficit de la Sécurité sociale, alors que le chômage, les dettes patronales et les charges indues admises par le gouvernement représentent 28 milliards, six fois le manque de trésorerie au 31 décembre 1978.

Si les prestations familiales restent légèrement excédentaires, c'est parce que le ministère les a amputées de 50 % de leur pouvoir d'achat. Le C.N.P.F. en demande la budgétisation, ce qui reviendrait à les inclure dans le prix des objets de consommation courante par le biais des impôts indirects. Si le régime des retraites a des difficultés, c'est tout simplement en premier lieu parce que le nombre de retraités qui ont cotisé pendant 150 trimestres est de plus en plus grand, et ce nombre est parfaitement connu à l'avance. La Caisse maladie est la seule dont les dépenses ont un caractère aléatoire ; c'est celle qui est le plus violemment attaquée sans remettre en cause les structures marchandes du système de santé, à la fois inflationnistes et perverses, système uniquement utilisé à des fins curatives, alors que « l'entrée en maladie » est souvent liée à des déterminants sociaux parfaitement connus.

La grande idée du pouvoir et du C.N.P.F., déjà clairement formulée,

en 1961 et 1965, c'est une couverture sociale minima (dont on ne dit jamais ce qu'elle sera) et le retour à l'assurance privée avec liberté des prix pour les actes médicaux. L'immobilisme de tous les grands partis (et des organisations qui y sont liées) face à cette absurdité sociale et économique tient à l'influence électorale supposée et de moins en moins réelle de l'institution médicale.

L'action pour une reconquête de la sécurité sociale par les assurés doit et ne peut être que globale, liée à notre projet de société autogestionnaire et communautaire.

PRESTATIONS FAMILIALES :

Elles doivent assurer l'autonomie financière de tous les individus du premier au dernier jour de la vie. Prestation uniforme pour tous les enfants à charge sans conditions de ressources ; le caractère inégalitaire, en apparence, de cette mesure étant corrigé par la fiscalisation de toutes les prestations et suppression du quotient familial pour l'impôt sur le revenu.

CAISSE RETRAITE :

Nous avons à proposer un système de retraite unique incluant les retraites complémentaires avec des corrections pour les professions où l'espérance de vie est plus courte par suite d'une vie de travail plus pénible et plus invalidante. L'âge et les modalités de la retraite doivent perdre le caractère juridique qu'ils ont acquis de fait.

L'ASSURANCE MALADIE :

Nos propositions déjà anciennes en ce domaine progressent rapidement dans les organisations et dans l'opinion publique : suppression de toutes les structures marchandes (prix de journée, paiement de l'acte) ; gratuité des soins, unification des structures de soins et de pré-

vention, priorité aux soins de première ligne ; unification des régimes dans le cadre du régime général avec compensation des charges nouvelles par la solidarité nationale (budget de l'Etat) après rigoureuse analyse des capacités contributives des nouvelles couches socio-professionnelles intégrées au régime général ; gestion décentralisée, autonome, de l'ensemble des structures, création d'un Office national de la pharmacie chargé de la recherche de l'importation, de la mise sur le marché, de l'information en matière de médicament, remise en cause de l'hospitalo-centralisme dont la hiérarchie hospitalo-universitaire, en complicité avec le pouvoir et l'appareil de production sanitaire (technologie, médicament, immobilier), domine le système de santé, opposition à tous les contrôles patronaux.

L'intervention en ce domaine est urgente ; en effet, la convention nationale qui régit pour 4 ans directement ou indirectement tout le système de santé expire à la fin de 1979. La nouvelle est déjà en discussion dans les antichambres des ministres. En dehors de l'action prioritaire en direction de l'opinion publique, la plateforme santé-Sécurité sociale qui regroupe 26 organisations, dont le P.S.U., est un lieu privilégié d'intervention malgré sa lourdeur ; de même la plateforme du 24 avril 1978, qui regroupe C.G.T., C.F.D.T., F.E.N. et quatre syndicats médicaux.

Avec l'action sur les revenus primaires et la fiscalité, la Sécurité sociale devrait être un moyen privilégié pour réduire les inégalités sociales.

Elle a été à un tel point dénaturée qu'elle en est arrivée à les accroître. La lutte en ce domaine est d'autant plus prioritaire qu'elle est en définitive facilitée par les excès, le cynisme de ses adversaires. ■

CALENDRIER POLITIQUE

QUINZAINE DES IMMIGRES

● **Jusqu'au 11 février (Sevran)** : la quinzaine de solidarité avec les immigrés continue au Centre culturel communal de Sevran. Animation, cinématographique, artistique et politique sur l'immigration, « éclatée » dans la ville, les quartiers, les écoles, les foyers d'immigrés. Au programme cinéma : le 8 à 21 h à la salle des fêtes *l'Autre France* d'Ali-Gallem. Ce film montre les conditions de travail des travailleurs immigrés et aussi la solidarité entre travailleurs immigrés et français dans la lutte. Un débat aura lieu avec le réalisateur algérien. Le 9 à 20 h 30, chapelle Rougement *Algérie, Allouache* d'Omar Gallato. Portraits à petites touches du vécu quotidien d'un jeune Algérien. La participation à ces films-débats est gratuite. Pour les chansons et les danses : le 10 à la salle des fêtes à 20 h 30 la Troupe de danse populaire du Caucase ; à 21 h 30, chants portugais « Toni e Candida » ; à 22 h 30, groupe folklorique africain « Math Samba ». Entrée 10 F. Le 11 à la salle des fêtes à 14 h, Carlos Andreu ; à 16 h 30, groupe de femmes algériennes « Djurdjura ». Entrée 10 F. Pour les enfants de moins de 15 ans : demi-tarif. D'autre part une animation permanente a lieu dans l'ensemble des écoles et C.E.S. de Sevran. Et le 8 à 16 h 30, soyez nombreux à venir au tribunal d'instance d'Aulnay en soutien aux foyers Sonacotra, Tremblay et Sevran. Pour tous renseignements : Centre culturel, Parc Louis-Armand, 28, rue du Général Leclerc, 93270 Sevran, tél. 383-54-40.

SEMAINE TIERS-MONDE

● **Du 5 au 10 février (Tours)** : douze organisations, regroupées au sein d'un collectif, organisent une semaine tiers-monde. Au programme des conférences-débats : *mardi 6* à la fac de Lettres (20 h 45) avec Charles Condaminas, ancien professeur de Sciences politiques de l'université du Chili ; *vendredi 9* à l'Hôtel de ville (20 h 45) avec Jean Offredo et Philippe Farine. Des films : *Chronique des années de braise* de Lakhdar Hamina, toute la semaine au Studio à 20 h 30 ; et *Le Carré Samoko* au C.N.P., *jeudi 7* et *vendredi 8* à 20 h 30. Un spectacle : le groupe chilien Trubunche au Rex, le 9

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg
Rédaction en chef : René Lanarche, José Sanchez
Secrétariat-Documantation : Marie-Françoise Chailleur
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Directrice de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris
Numéro de la commission paritaire : 37 392
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

à 21 h. Des expos à la bibliothèque municipale et à la fédération des œuvres laïques.

LA VIE EN PIECES

● **Du 8 février au 4 mars (Paris 13^e)** : La Carmagnole présente un nouveau spectacle. La Carmagnole ? Un groupe de huit femmes qui élaborent et réalisent leurs spectacles collectivement. *La vie en pièces* est leur quatrième production, et traite en paroles et musique du malaise et des aspirations des femmes dans l'amour et la sexualité. Au 28, rue Dunois, tél. 584-72-00, les jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30.

A L'AFFICHE !

● **Vendredi 9 février (Grenoble)** : inauguration d'une exposition de 300 affiches politiques, sociales et culturelles, à la maison de la culture à partir de 18 h. Allez-y, il y a plein, plein, d'affiches du P.S.U. Eh oui ! Cela durera 3 mois.

ALERTEZ LES BEBES

● **Samedi 10 février Paimpol** : Le groupe femmes, le Planning familial et l'association culturelle populaire du Goëlo présentent le film *Alertez les bébés*, suivi d'un débat. A l'Auberge de jeunesse, centre Henri Dunant à 20 h 30.

MEA CULPA

Dans le dernier TS, nous avons annoncé par erreur ce meeting pour le 18. C'est bien le 10. Mea culpa !

● **Samedi 10 février (Béziers)** : meeting de l'Occitanie sur le Marché commun. Les fédérations P.S.U. du Gard et de l'Hérault ont décidé d'intervenir dans le cadre du colloque et du meeting prévus le 10 février. Elles ont appelé les fédérations P.S.U. du sud-est et de Midi-Pyrénées. Rendez-vous samedi devant le palais des congrès de Béziers à 10 h 30, afin d'unifier les interventions P.S.U.

CONSEIL REGIONAL

● **10 et 11 février (région Provence - pays niçois)** : conseil régional avec réunion des secteurs (femmes, entreprises, agricole) et des commissions (santé, école, formation, nucléaire, etc.). Pour les inscriptions : J. Boisgibault, la Tante Pommière, vieille route de Grasse, 83300 Draguignan, téléphone : (94) 68-24-49.

RENDEZ-VOUS ANTINUCLÉAIRE

● **10 et 11 février (Lyon)** : coordination nationale anti-nucléaire. Les anti-nucléaires du Sud-Ouest se sont réunis, quant à eux, à Port-Stefoy pour s'y préparer. Les propositions suivantes seront faites à Lyon : moratoire de trois ans ; arrêt de la construction des installations nucléaires en cours ou en projet ; arrêt du fonctionnement des centrales et des investissements pour la recherche nucléaire ; arrêt de super-Phénix ; arrêt des importations de déchets.

LES MARDIS DU C.R.I.D.E.V.

● **Mardi 13 février (Rennes)** : les mardis de formation du CRIDEV (Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples) continuent ; ils sont ouverts à tous. Ils comportent un exposé suivi d'une discussion et une partie d'échanges, d'information et de répartition des tâches. Le 13 : « La concurrence agricole pays industrialisés - pays du tiers-monde ». Débat à partir de deux exemples : le sucre et le manioc. A 20 h 30, à la maison du Champ de Mars (salle Gune), 6, cours des Alliés.

IL S'EN PASSE DES CHOSES...

● **Mercredi 14 février (Amiens)** : « Pourquoi-Pas ? », mensuel du Front autogestionnaire d'Amiens vous invite à venir discuter avec Christophe Wargny, auteur de *Louviers, sur la route de l'autogestion* et de *Mairies frappées d'autogestion*. Deux livres qui nous montrent, à travers des expériences vécues, qu'une autre gestion municipale est possible, qui rompt avec les vieux schémas et les vieilles idées. A 20 h 30, salle Louis Dewailly, place L. Dewailly en face de la piscine P. de Coubertin. Les deux livres sont disponibles au 4, rue des Archers le mardi et vendredi de 18 h 30 à 19 h 30 ou les commander aux éditions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Et si vous voulez vous abonner à *Pourquoi-Pas ?*, ils vous en coûtera 40 F, 50 F ou plus (pour un an), chèques à l'ordre de M. Didier, 4, rue des Archers, 80000 Amiens.

● **Jeudi 15 février (Amiens)** : il s'en passe des choses à Amiens : *Ciné-luttes*, dont on vous a déjà parlé, veut vous faire connaître les films qui ne sortent pas habituellement dans votre ville, le 15 : *Les Chasseurs* de Théo Angelopoulos. A 18 h 30 et 20 h 30 à la salle Dewailly (voir adresse ci-dessus).

FEMMES ET AGRICULTRICES

● **Jeudi 15 février** : réunion-débat du secteur agricole de la région parisienne sur le thème : « Les femmes dans l'agriculture, quel est leur rôle et leur statut ? Comment ceux-ci ont-ils évolué dans la période pré-

capitaliste à nos jours ? Quelles perspectives ? » A 19 h, 9 rue Borromée, 75015, M^o Volontaires.

Y'AURA TAZIEFF

● **Jeudi 15 février (Nancy)** : Le Front autogestionnaire de Nancy (M.A.N. et P.S.U.), organise pendant l'année 79 un cycle de conférences-débats sur les problèmes politiques essentiels : le 15 avec Haroun Tazieff sur le thème « De la vulcanologie à l'écologie politique ». Au 54, rue de la Hache.

DU BUFFET, DES LIVRES, DES CHANSONS

● **Samedi 17 février (Paris 11^e)** : Pour sa séance annuelle de reprise de cartes, la 11^e section du P.S.U. vous invite à une réunion-débat avec Huguette Bouchardeau, à 16 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, M^o A. Dumas. Il y aura un buffet, des livres, des chansons.

L'ARMÉE AU P.S.U.

● **Mercredi 21 février (Paris)** : La commission nationale Armée se réunira le 21. Les fédérations qui auraient des communications ou même des textes à lui soumettre doivent le faire le plus rapidement possible : commission Armée, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

A ROUBAIX, MAIS OU ?

● **Vendredi 23 février (Roubaix)** : Soirée organisée par la fédé P.S.U. Nord - Pas-de-Calais sur l'« Expérimentation sociale » dans les entreprises (coopératives, etc.). Débat à partir d'un film vidéo *Marketube, 3 ans d'autogestion* réalisé par les travailleurs d'une entreprise. A 20 h.

LES ENFANTS DE VITRUE

● **Samedi 24 et dimanche 25 février (Paris 20^e)** : L'école de la rue Vitruve vous invitera pendant ces deux jours à un week-end sur le thème « L'enfant et le cinéma ». Pour ce, elle recherche d'urgence tous documents, films super 8 ou 16 mm, montages diapos, photos, etc. faits pour, par, avec, au sujet d'enfants. Pour tous contacts, voir ou joindre Gérard ou Christiane à l'école primaire de la rue Vitruve, téléphone : 370-50-95 (pour la province, faire le 1).

Elections cantonales :

Rassembler tous ceux qui veulent une gauche différente

Dans la campagne des cantonales, le P.S.U. fera ses propositions d'action et présentera son projet politique, réaffirmé au congrès de Saint-Etienne. Il cherchera à rassembler tous ceux qui veulent une gauche différente, socialiste et autogestionnaire, et à favoriser la convergence entre les différentes composantes du courant autogestionnaire.

Le P.S.U. mettra au premier plan son projet de socialisme autogestionnaire autour d'une autre logique de développement, en affirmant la nécessité de l'unité populaire et du contrôle dans les luttes contre le pouvoir. Les querelles de la gauche traditionnelle pèsent considérablement sur la mobilisation des travailleurs contre la politique de chômage massif de Giscard-Barre. C'est pourquoi, pour sa part, tout en affirmant la nécessaire existence du troisième courant de la gauche, le P.S.U. insistera sur la nécessaire unité de combat contre la domination bourgeoise.

Au second tour, il fera le nécessaire pour assurer la défaite des candidats de la bourgeoisie.

Il donnera des consignes de même nature, dès le premier tour, là où il ne présentera pas de candidats. ■

I. - L'ENJEU

Les élections cantonales ne représentent pas un enjeu politique très important, mais leur résultat sera indicatif.

Elles sont pour le P.S.U. l'occasion de réaffirmer son autonomie et sa volonté de contribuer au rassemblement des autogestionnaires. Là où il y a actuellement des élus municipaux, il est nécessaire qu'il montre son existence, à côté des autres organisations de gauche.

Cette apparition du parti semble d'autant plus importante qu'il risque d'être absent des élections européennes.

Il y aura lieu de privilégier les « points chauds », les cantons où se posent de façon cruciale les problèmes de l'emploi, du nucléaire, etc., même si l'implantation du parti y est légère.

II. - LES AXES DE CETTE CAMPAGNE

1 - Expliquer et contester le rôle du conseil général : le conseiller général est un notable qui tire les sonnettes, mendie et joue les V.R.P. des communes. Nous refusons ce rôle, tout comme nous refusons l'institution elle-même.

2 - Tutelle et centralisation : dénoncer la tutelle exercée par le préfet représentant du Pouvoir Central ;

montrer comment départements et régions sont, par l'intermédiaire des préfets, des éléments de la centralisation du pouvoir.

3 - L'emploi : voir campagne du parti et ses propositions.

III. - LA TACTIQUE

En ce qui concerne notamment le désistement, il s'effectuera comme il a été précisé plus haut.

IV. - LES MOYENS

● **Une affiche nationale** : sur le thème : « Préfets, Notables décident à notre place » et ceux de l'emploi + Vivre, produire et travailler autrement, avec possibilité de disposer des autres affiches réalisées pour les campagnes du parti (emploi, contrôle populaire...).

● **Profession de foi** : un modèle sera proposé (un recto) sur la base des trois axes évoqués plus haut.

● **Péréquation nationale** : elle est nécessaire. Nous la réaffirmons. Pour que cette décision soit suivie d'effet, elle sera établie sur les bases suivantes :

— Coût moyen d'une campagne : 3 000 F par candidat ;

— Péréquation effectuée en tenant compte conjointement de trois facteurs :

● nombre de cantons renouvelables
● nombre de candidats
● nombre d'adhérents. ■

FACILITER LE TRAVAIL

Pour qu'un calendrier soit vraiment efficace, il faut que l'endroit, l'heure, l'adresse complète soient indiqués. On vous l'a déjà dit et redit mais vous continuez à nous envoyer des informations du genre de celle du 23 février de cette semaine : *réunion-débat à Roubaix*. Ouais, c'est très bien mais Roubaix n'est pas exactement un village. Alors SVP tous les détails, ça évitera des frais de téléphone à la rédaction pour vérification. Les informations qui arrivent avant le lundi soir (dernier délai) ont toutes chances de passer dans le numéro qui sort le jeudi de la même semaine, mais de toutes façons *n'attendez pas le dernier moment* pour appeler Framboise Chailleur, tél. : 566-45-64, ça lui facilitera le travail. Grand merci. ■

ABONNEMENTS 79 A TRIBUNE SOCIALISTE

Chacun le sait : les finances sont le nerf de la guerre. D'importantes décisions ont été prises concernant la presse du parti lors du congrès de Saint-Etienne. Nous en avons rendu compte dans Tribune Socialiste. T.S.-hebdo, dont voici le premier numéro, sera complété par une publication mensuelle (Tribune socialiste, mensuel de l'autogestion, 36 pages, 5 F, paraîtra au cours des premiers jours de chaque mois — 1^{er} numéro : début mars.

Mais cette presse du parti ne pourra vivre que si chaque adhérent du P.S.U. s'en donne les moyens.

Le prix de l'abonnement que nous publions ci-contre correspond à l'abonnement couplé : T.S.-hebdo + mensuel.

Il est demandé aux trésoriers de sections de veiller à ce que le montant des abonnements parviennent dans les meilleurs délais à la Trésorerie de Tribune socialiste.

Ne pas omettre de joindre aux titres de paiement (chèque bancaire ou C.C.P.) les cartes destinées à T.S. soigneusement remplies. Les chèques bancaires ou C.C.P. sont à libeller au nom de Tribune socialiste ou S.N.P.P. ■

TARIF

Cat.	Salaires mensuel	Montant de l'abonnement
A	moins de 2 000 F	100 F
B	de 2 000 F à 2 999 F	150 F
C	de 3 000 F à 3 999 F	200 F
D	de 4 000 F à 4 999 F	250 F
E	de 5 000 F à 5 999 F	300 F
A partir de 6 000 F x fois 100 F et par tranche supplémentaire 1 000 F		supplémentaires aux 300 F

Pour les camarades qui touchent 13 ou 14 mois de salaire par an, le calcul du salaire mensuel réel s'effectue de la façon suivante :

Salaires mensuel x 13 ou 14 = salaire

12 mensuel réel à prendre comme référence pour le montant de l'abonnement à régler.

La Trésorerie de T.S. ■